



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture

Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

EDUQUER POUR LA GUERRE OU LA PAIX?

A L'INTERIEUR



APPRENTISSAGES

Des étudiants contre
l'analphabétisme
p. 3



DOSSIER

Plus d'éducation
n'entraîne pas toujours
plus de paix
p. 4



EDUCATION POUR TOUS

Les parlementaires
en campagne
p. 8-9



EN BREF

Initiatives du
monde entier
p. 10

Aujourd'hui, l'école ne se contente plus de transmettre des connaissances. De plus en plus, il lui est demandé de former des citoyens responsables et tolérants. Mais n'est-ce pas trop exiger d'elle? Notre dossier spécial de quatre pages fait le tour de la question.

EDITO

La vue splendide qui s'offre de mon bureau au Siège de l'UNESCO, à Paris, évoque bien des facettes de l'activité humaine. Au loin trône le Palais de Chaillot, dont les musées étanchent notre soif de compréhension des civilisations du passé et sont une ode au génie créateur des peuples depuis la nuit des temps. De ce côté-ci de la Seine pointe la Tour Eiffel, monument à la gloire de la science, de la technologie et du progrès industriel. Plus près, s'ouvre l'arrière-cour de l'Ecole Militaire où chaque matin les officiers de cavalerie viennent exercer leurs chevaux et où les après-midi d'été jouent les fanfares. Mes fenêtres donnent sur la place de Fontenoy, qui tire son nom d'une célèbre bataille de la guerre de la Succession d'Autriche, au XVIII^e siècle. Belle ironie que l'UNESCO, organisation qui se consacre à élever les défenses de la paix, soit cernée de toutes parts par des rues portant les noms de grandes figures militaires, trois maréchaux de France, Frédéric de Lowendal, Maurice de Saxe et Philippe de Ségur, et un amiral, le bailli Pierre de Suffren !

Ces contradictions n'ont pourtant rien de typiquement parisien. Toute ville d'une certaine importance nous rappelle que le titre fameux du roman de Tolstoï, Guerre et Paix, ne fait que résumer l'histoire de l'humanité et une tension fondamentale de la condition humaine. Ce qui change avec le temps, c'est la nature de la guerre et de la paix. Les sophistications de l'armement rendent les conflits plus dévastateurs et causent plus de pertes parmi les civils que parmi les combattants. Grâce au progrès économique et social, la paix est de plus en plus douce aux nantis, mais le fossé semble se creuser entre riches et pauvres. En outre, la multiplication des guerres civiles et des conflits locaux condamne des foules entières à la pauvreté, contrariant les activités économiques des adultes et contrecarrant l'éducation des enfants.

Au fur et à mesure que les enjeux montent entre la paix et la guerre, il devient chaque jour plus vital d'encourager les hommes à rechercher la paix, et à renoncer à la guerre. L'éducation ne peut à elle seule réussir dans cette tâche, mais elle peut y contribuer. Ce premier numéro de *L'éducation aujourd'hui* tire les leçons de la longue expérience de l'UNESCO en matière de promotion de l'éducation à une culture de la paix. Il parvient, sans surprise, à cette conclusion que l'apprentissage de la paix chez les jeunes dépend tout autant de l'atmosphère qui règne au sein des écoles et de l'attitude des enseignants que du contenu des programmes scolaires.

John Daniel

Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation

Des fenêtres sur la vie

Un nouveau programme aide les Albanaises du Kosovo à lire, à écrire et à trouver du travail

Skander a autorisé sa femme à suivre les cours d'alphabétisation, à deux conditions : qu'elle soit accompagnée par sa mère à lui, et que le manuel de cours n'entre pas dans la maison. Nous ne sommes pas dans un coin oublié du Tiers Monde, mais au cœur de l'Europe – dans le Kosovo de l'après-guerre, où des moeurs patriarcales continuent de peser sur les Albanaises, au point qu'un grand nombre sont analphabètes.

Les initiateurs du programme « Des fenêtres sur la vie » – l'UNESCO, l'UNICEF, la Fondation Kosovo pour une société ouverte, soutenus par des associations de femmes – savaient qu'il faudrait surmonter bien des préjugés et des craintes pour toucher ces femmes analphabètes. « Mais pour en finir avec la discrimination contre les filles, les mères doivent être alphabétisées, et valoriser l'apprentissage », souligne Ola Sylva, la présidente de Drita, une association de femmes.

La seule participation des femmes aux cours, créé au milieu de 2001, fut une première victoire. Aujourd'hui, 2 250 femmes réparties en 130 groupes viennent aux cours, deux à trois fois par semaine. Les éducateurs parlent d'une « révolution » dans la vie de ces femmes. Elles ont plus d'assurance et prennent conscience de leurs droits. « J'ai été si fière d'aller voter comme tout le monde aux dernières élections ! », confie une participante, qui, autrefois, signalait avec son pouce.

La base du programme est le manuel de cours. En collaboration avec les femmes elles-mêmes, l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE) a conçu un outil sur mesure. Fondé sur une approche participative, centrée sur l'apprenant et axée sur l'analyse des problèmes, il veut développer les compétences en communication, l'esprit critique et la confiance en soi, outre la lecture, l'écriture et de calcul.

Des sujets tels que la famille, le corps, l'emploi, l'environnement, les soins des enfants, le mariage, les droits des femmes, les médias et... les belles-mères, déclenchent toujours des discussions animées en classe. Trois générations de femmes s'y côtoient, certaines appartenant à des minorités ethniques, des tsiganes rom et ashkalia principalement.

« On ne peut pas vraiment parler de dialogue interethnique », tempère Ulrike Hanemann, consultante à l'IUE. « Les blessures de la guerre sont loin d'être cicatrisées ».

Et ensuite? Les plus jeunes rêvent de trouver un travail, tandis que leurs aînées recherchent surtout des compétences pratiques : cuisine, coiffure, couture. Les associations de femmes s'efforcent d'associer les cours de post-alphabétisation à des projets de développement. L'un d'eux forme ainsi les femmes à gérer un centre d'accueil des tout petits.

Pour Ulrike Hanemann, cette petite initiative n'aura d'impact à long terme que si l'Etat prend le relai sous forme de programmes d'apprentissage tout au long de la vie destinés aux jeunes déscolarisées et aux adultes. Pour que les fenêtres sur la vie ne se referment pas encore.

Contacts : U. Hanemann et M. Elfert, IUE, Hambourg ; méil : u.hanemann@unesco.org et m.elfert@memo.unesco.org



Une illustration du manuel d'alphabétisation du programme kosovar.

Le pouvoir aux commu

Les centres d'apprentissage communautaires, dont la popularité va croissant Pacifique, autonomisent les communautés pour qu'elles prennent elles-mêmes

Le village de Sagoutai, dans la province chinoise du Guangxi, est perché à 3 500 mètres. Presque impossible d'y faire pousser des légumes. Jusqu'à ce que le Centre d'apprentissage communautaire (CAC) parvienne à acclimater une variété de navet. Aujourd'hui, les familles de Sagoutai produisent des navets, et d'autres légumes.

La philosophie des Centres d'apprentissage communautaires se résume ainsi : ce qui vient de la communauté sera durable. Présents dans dix-huit pays d'Asie, les CAC visent à mobiliser et autonomiser les gens pour qu'ils prennent en main leur développement. « Chaque Centre est un produit local où les décisions sont prises collectivement », précise Hameed A. Hakeem, coordinateur du Programme Asie-Pacifique d'éducation pour tous (APPEAL) à l'UNESCO à Bangkok. « Chaque groupe doit réfléchir à ses besoins spécifiques et trouver ses solutions ».

Il y a autant de formules que de situations. La crise économique en Asie et le chômage engendré ont suscité la création du CAC de Klongtoey, bidonville près de Bangkok. Les participants ont recherché des qualifications professionnelles, comme la production d'engrais organique, le massage traditionnel ou la couture. Les plus pauvres ont bénéficié de prêts pour monter leur affaire et le CAC a aussi ouvert un club du troisième âge. « Aujourd'hui les gens s'investissent beaucoup plus dans des activités collectives », constate Vichian Suchartpongkul, membre du comité du CAC.

Au Myanmar, les CAC ont formé les maîtres aux méthodes d'apprentissage actif et réuni les écoles par groupes de cinq à sept pour qu'elles partagent leurs expériences et leurs ressources. Se sentant soutenus par leurs collègues, les enseignants sont plus motivés.

Des étudiants contre l'analphabétisme

Dans la région arabe, des étudiants soutiennent le développement de communautés défavorisées en donnant des cours d'alphabétisation

« Au début, n'ayant aucune expérience du travail social, je ne me sentais pas concerné. Mais j'ai commencé et ça a été un vrai bonheur. J'ai ressenti un besoin profond de donner, d'aller vers les autres ».

Pour Rabih Jamaledine, 25 ans, étudiant en gestion hôtelière à l'Université de Balamand (Liban), participer au programme UNILIT fut comme entrer dans une autre dimension. UNILIT (Etudiants d'université pour l'alphabétisation) invite les étudiants à participer au développement des communautés défavorisées du monde arabe, notamment par des cours d'alphabétisation. Les besoins sont considérables : actuellement, 4 adultes sur 10 et la moitié des femmes de la région ne savent ni lire ni écrire. A ce jour, cinq universités, au Liban, en Jordanie, en République arabe syrienne, au Soudan et au

Yémen, ont décidé de participer au programme pour changer cet état de choses.

« Tout le monde y gagne », explique Ramzi Salamé, coresponsable de l'UNILIT à l'UNESCO à Beyrouth. « Le programme crée un pont entre les jeunes adultes privilégiés des universités et le reste de la population, qui n'a pas eu la chance d'accéder au monde du savoir ».

Samer Annous, qui coordonne le programme à l'Université de Balamand, ajoute que le programme favorise aussi la cohésion sociale. « Il met les riches au contact des pauvres, et des gens de religions et de cultures différentes sont même amenés à se rencontrer dans le cadre du programme », explique-t-il.

Pour préparer les étudiants à cette réalité, ils suivent une formation avant d'être plongés au sein des communautés. « J'ai compris que je devais m'occuper des gens parce qu'ils sont mes amis », raconte Rabih. « Cette philosophie m'a aidé à surmonter bien des obstacles ». Il a donné des cours de secourisme à des adolescents et les a initiés à la recherche d'un emploi. Jackie Najjar, 20 ans, étudiant en pédagogie, a, lui, appris à lire et à écrire à une femme de ménage de l'Uni-

versité de Balamand. « Maintenant, elle a décidé de chercher un meilleur travail », raconte-t-il.

Les incitations à participer au programme varient selon les pays. Dans certaines universités, 40 heures de travail pour l'UNILIT leur permettent d'obtenir un crédit universitaire (d'environ 250 dollars EU). Dans d'autres, le travail communautaire est une condition obligatoire pour l'obtention du diplôme.

« Ce ne sont pas les étudiants qui sont réticents, mais l'administration » note Ramzi Salamé. « Le problème, c'est que l'initiative n'a pas été institutionnalisée par les universités. Lorsqu'un doyen s'en va, le programme tend à disparaître avec lui ». L'UNESCO a versé 5 000 dollars EU à chaque université, qui servent surtout à financer les partenariats entre les départements universitaires, les ministères de l'éducation et les organisations non gouvernementales.

Quant à l'avenir du projet, R. Salamé espère que l'UNILIT suscitera une réaction en chaîne dans d'autres pays en développement et qu'il fleurira grâce à des jumelages Nord-Sud.

Contact : Ramzi Salamé ou Nour Dajani, UNESCO-Beyrouth ; méil : r.salame@unesco.org ou n.dajani@unesco.org

nautés

en Asie et dans le leur développement en main

« Ils constatent que les élèves sont plus attentifs », rapporte Thein Lwin, l'un des responsables du programme.

Mobiliser les gens, les aider à évaluer leurs besoins et soutenir leurs activités, tel est l'objectif des CAC. « Le groupe doit avoir envie de participer et se sentir propriétaire du projet. Cela ne se fait pas en un jour », reconnaît Hameed Hakeem. « Le rôle de l'UNESCO est d'améliorer les compétences en gestion des personnels des centres et de créer des partenariats pour assurer une durabilité ».

Mais il ne considère pas les CAC comme des modèles définitifs. L'essentiel, dit-il, est d'avoir indiqué une voie souple à l'apprentissage à des gens qui en étaient exclus.

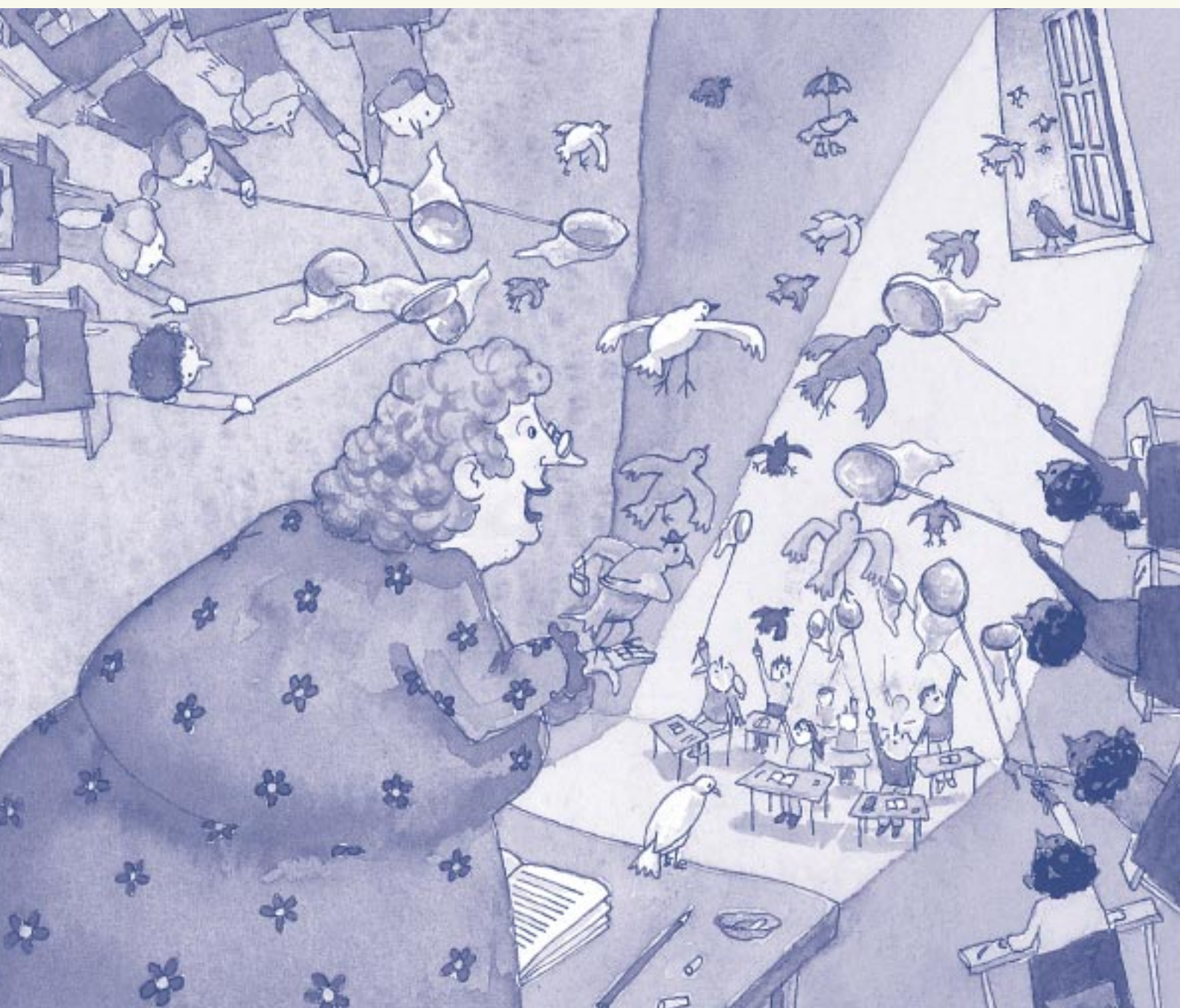
Contact : Hameed A. Hakeem, UNESCO-Bangkok ; méil : a.hakeem@unesco-proap.org



Le programme UNILIT jette un pont entre les jeunes étudiants privilégiés et les communautés défavorisées.

Eduquer pour la guerre

L'école a changé. Sa réussite ne se mesure plus seulement au nombre d'enfants scolarisés, mais aussi à sa capacité à en faire des citoyens responsables et tolérants. Aujourd'hui, on veut que l'école transmette des valeurs aussi bien que du savoir. Mais cette mission, très ambitieuse, est-elle réaliste ?



Erik Staal

ou la paix ?

« Il faut en finir avec le raisonnement qui voudrait que plus d'éducation se traduise automatiquement par plus de paix et de démocratie », martèle Cécilia Braslavsky, directrice du Bureau international de l'éducation (BIE). « Le taux de scolarisation en Israël et en Palestine est élevé. Cela empêche-t-il la guerre ? Savoir lire, écrire, compter, connaître les grands noms de la littérature n'est pas forcément un antidote efficace contre les préjugés ou la violence ».

L'école, plus fréquentée aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été, aurait-elle donc failli à sa mission ? « Pas toujours », nuance Cécilia Braslavsky. « Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne a su réformer son système éducatif et changer sa manière d'enseigner. Certains pays d'Amérique latine, comme la Bolivie, ont intégré la culture indienne à l'école. Mais ces aménagements prennent beaucoup de temps ».

Ce qui est sûr, c'est que la réussite de l'école ne se juge plus seulement au nombre de jeunes scolarisés, mais aussi à sa capacité à former des citoyens responsables et tolérants. On attend non seulement que l'école offre un savoir, mais aussi qu'elle apprenne aux enfants à vivre ensemble, autrement dit, qu'elle transmette des valeurs communes capables de renforcer la cohésion sociale et de resserrer les liens entre les cultures.

Les manuels dans le collimateur

« Comme l'a rappelé la Conférence internationale sur l'éducation, en septembre 2001 à Genève, l'école n'est plus uniquement le lieu où l'on fabrique de futurs actifs, elle forme aussi des citoyens », confirme Eduard Matoko de la Section de l'éducation pour les valeurs universelles à l'UNESCO. Confrontée à des sociétés pluriethniques, l'école est sommée de s'ouvrir et de s'adapter.

Le problème, c'est que n'étant pas isolée de la société, l'école n'échappe pas toujours aux tensions politiques et sociales environnantes. Il lui arrive même de relayer des visions stéréotypées et partisans qui vont, entre autres, contaminer les manuels scolaires. Plusieurs années après l'éclatement de l'Union

soviétique, les manuels russes continuent de parler d'« adhésion » ou d'« union » à propos des anciennes républiques soviétiques, alors qu'en Ukraine ou en Biélorussie, c'est d'« annexion » qu'il est question. L'an dernier, la révision des manuels d'histoire japonais a suscité une polémique internationale, et en Israël et dans les Territoires autonomes palestiniens, on passe les manuels au peigne fin pour examiner comment ils traitent les événements historiques.

« Il n'existe pas de manuel d'histoire totalement objectif », souligne Falk Pingel, directeur adjoint de l'Institut Georg Eckert pour la recherche internationale sur les manuels scolaires (Allemagne), et auteur du Guide UNESCO pour l'analyse et la révision des manuels scolaires (1999). « Le meilleur moyen d'éviter les interprétations partisans consiste à donner à l'élève plusieurs points de vue sur un événement, pour qu'il puisse se faire sa propre opinion et sortir des stéréotypes ».

La religion, un sujet brûlant

Mais les stéréotypes ont la vie dure, surtout en matière de religion. Dans ce domaine, l'enseignement pose d'autant plus problème que la frontière est mince entre ce qui relève de la foi et ce qui est affaire de connaissance. Le système éducatif afghan, point de mire de ces derniers mois, offre un exemple extrême de confusion entre l'école et la religion. Bien avant l'arrivée des Talibans en 1995, l'enseignement de l'Islam formait l'essentiel du programme scolaire, surtout dans les campagnes, où les cours étaient généralement dispensés dans les mosquées et en arabe, pour apprendre aux élèves à lire le Coran. Confinées chez elles, les filles étaient rares à fréquenter l'école : en 1950, elles n'étaient que 4 350 entre le primaire et le secondaire, contre plus de 90 000 garçons. Les matières scientifiques et techniques étaient considérées comme contraires aux valeurs musulmanes, et n'étaient guère étudiées dans les zones rurales. L'hostilité suscitée par le régime soviétique, parvenu au pouvoir en 1978, provenait pour une part de ses tentatives de réforme de l'enseignement traditionnel, que les Talibans allaient privilégier avec les excès que l'on connaît.

ENTRETIEN

Le Rwanda à l'école de la paix

Les écoles sont au cœur des efforts de construction de la paix au Rwanda après le génocide de 1994. Entretien avec le professeur **Romain Murenzi, ministre de l'éducation du Rwanda.**

Quels sont les problèmes éducatifs au Rwanda aujourd'hui ?

D'abord, la pénurie d'enseignants qualifiés. Nous avons considérablement développé le système éducatif, mais pas le nombre d'enseignants qualifiés. Ils ne sont que 65 % dans le primaire, 33 % dans le secondaire et dans l'université, 25 % seulement ont un doctorat. Un autre problème est la pénurie de manuels : nous avons un livre pour trois élèves.

Pensez-vous que l'école puisse contribuer à promouvoir la tolérance entre les élèves ?

Le fait que 1,6 millions d'enfants rwandais se rendent chaque jour à l'école prouve qu'elle est aussi l'école de la paix, car elle réunit des enfants de milieux différents. Nous avons aussi éliminé les discriminations liées aux examens d'entrée, qui s'appuient désormais uniquement sur les qualifications. Notre Commission nationale pour l'unité et la réconciliation enseigne la paix dans tout le pays. Nous allons également introduire l'éducation à la paix dans nos programmes scolaires.

Selon vous, plus d'éducation amène-t-il plus de paix ?

Pour avoir une démocratie durable, il faut former des citoyens capables de défendre leurs droits et de combattre les dictatures. L'éducation conduit aussi les gens à contribuer à l'économie du pays. Nous mettons sur pied un programme national d'alphabétisation, en utilisant les écoles primaires, et les enseignants du primaire comme formateurs. Nous voulons atteindre un taux d'alphabétisation de 80 à 90 % dans un délai de 5 à 7 ans.

Éduquer pour la guerre ou la paix ?

→ Chasser la religion de l'école n'est pas toujours la solution. Pays de tradition laïque, la France a depuis longtemps exclu l'enseignement religieux de ses programmes scolaires pour le confier aux églises. Elle s'aperçoit aujourd'hui des limites de cette approche et étudie les moyens d'adapter les programmes. « Les enfants ont grandi dans l'ignorance du fait religieux, ce qui est propice aux amalgames et à la discrimination », explique Rosa Guereiro, de la Division du dialogue interculturel de l'UNESCO.

« On m'a rapporté récemment la mésaventure d'une enseignante d'histoire française, qui avait apporté en cours un exemplaire du Coran pour en étudier des passages, peu après les attentats du 11 septembre », poursuit Rosa Guereiro. « Elle s'est fait conspuer par ses élèves, dont beaucoup étaient musulmans, parce qu'en tant que non-musulmane « impure », elle n'avait pas le droit de toucher le livre saint. Cela en dit long sur le fossé d'incompréhension qui peut se creuser entre deux communautés ».

Mais on imagine mal que l'école puisse contribuer à cet apprentissage de l'altérité si elle ne montre pas elle-même l'exemple, en accep-

tant, par exemple, d'enseigner certaines matières dans les langues minoritaires. Car il semble évident qu'on apprend mieux dans sa propre langue que dans une langue étrangère.

Des langues en voie de disparition

« Imaginez un enfant mandingue qui apprend à lire. Si le professeur s'adresse à lui en français, il devra non seulement apprendre à déchiffrer des mots nouveaux, mais aussi à leur associer des sons qu'il ne connaît pas. La difficulté est beaucoup plus grande », explique Adama Samassekou, ancien ministre de l'éducation du Mali et président de l'Académie africaine des langues. « Sans compter qu'en niant sa langue, on nie aussi sa culture et celle de ses parents ».

Depuis 1994, le Mali applique la pédagogie dite « convergente », qui consiste à enseigner aux enfants dans leur langue maternelle pendant les deux premières années du primaire. Le français est ensuite progressivement intégré au cursus.

Mais ce genre d'initiative est encore rare. Comme l'a rappelé l'UNESCO à l'occasion de la Journée internationale de la langue mater-

nelle, le 21 février, sur les 6 000 langues parlées aujourd'hui, la moitié sont menacées de disparition : selon les experts, 50 à 90 % des langues actuelles n'existeront plus dans cent ans. Souvent cité comme un exemple de coexistence linguistique réussi, le modèle indien s'essouffle. Dans ce pays, où plus de 400 idiomes sont parlés, 67 langues sont enseignées dans les écoles primaires et 80 dans les cours d'alphabétisation. Mais ce plurilinguisme n'a pas empêché l'anglais et le hindi de détrôner progressivement les autres parlés.

L'attitude des enseignants prime

L'époque du maître tout-puissant dispensant solennellement du haut de sa chaire un savoir aussitôt assimilé par les élèves est révolue, au moins dans un certain nombre de pays. Mais en confiant à l'école la tâche de transmettre à la fois des connaissances et des valeurs, ne lui en demande-t-on pas trop ?

« L'éducation aux droits de l'homme et à la paix n'est pas un luxe superflu », répond Myriam Karela, de la Section de l'éducation pour les valeurs universelles à l'UNESCO. « C'est la base même de la mission de l'école ».

ENTRETIEN

Combattre la discrimination au Chili

Au Chili, le budget de l'éducation a été multiplié par dix au cours des dix années de gouvernement de la Concertation. Entretien avec **Mariana Aylwin, ministre de l'éducation du Chili**, qui est aussi professeur d'université et historienne.

Quels sont les problèmes éducatifs au Chili ?

Le Chili est confronté à une massification de l'éducation. En outre, nous continuons de mettre l'accent sur les contenus au détriment de la transmission des valeurs sociales et affectives. Les rapports entre professeurs et élèves restent marqués par une hiérarchie qui entrave les initiatives des élèves. De plus, la société conserve des préjugés à l'encontre de certains groupes sociaux et il y a de la violence dans nos écoles.

L'école peut-elle aider les gens à vivre ensemble en paix ?

La réforme éducative chilienne a fait des valeurs de paix et de citoyenneté ses objectifs fondamentaux. Nous voulons aussi introduire la résolution pacifique des conflits dans les programmes de formation des

enseignants. Plusieurs régions du pays mènent déjà des expériences pilotes, notamment dans la médiation scolaire. Nous avons aussi un programme où les écoles s'ouvrent aux élèves et aux parents les samedis et les dimanches, et deviennent des lieux de rencontres culturelles, sportives et sociales.

L'école participe parfois à la discrimination au lieu de la combattre. Comment éviter cela ?

Nous avons un système d'évaluation du personnel enseignant qui prend en compte la tolérance, l'esprit de solidarité, le respect de la diversité et les efforts dont font preuve les professeurs pour combattre la discrimination. Quant aux manuels scolaires, ils ont été rédigés avec soin pour éviter tout propos sexiste ou discriminatoire.

Erik Staal



→ Mais contrairement à d'autres matières, la tolérance et la paix ne s'apprennent guère dans les manuels, comme les maths ou la géographie. Savoir réciter par cœur les articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne garantit nullement que l'on respectera mieux son voisin.

Plus qu'une matière supplémentaire, c'est un état d'esprit qu'il faut acquérir, grâce à des enseignements qui s'adressent autant à la sensibilité qu'à l'intelligence. Et tant que les enseignants eux-mêmes ne sont pas convaincus des vertus de la non-violence, ils ont peu de chances de la transmettre aux élèves. C'est donc sur les enseignants qu'il faut agir en premier, car les enfants ne changeront pas de comportement s'ils sont face à des professeurs autoritaires ou agressifs.

La maîtrise des émotions

« Les enseignants doivent apprendre à exprimer leurs émotions pour comprendre ce qui les motive », estime Claudia Harvey, directrice de l'UNESCO à Kingston (Jamaïque) jusqu'en décembre dernier, qui a mis en place des programmes destinés à réformer les pratiques pédagogiques dans les Caraïbes.

Dans le cadre d'un projet pilote mené à Trinité-et-Tobago, cinquante enseignants ont ainsi été invités à analyser leurs propres problèmes affectifs. Souvent liés à des expériences vécues dans l'enfance, ceux-ci expliquaient bien des difficultés rencontrées avec les élèves.

« La non-violence, cela s'apprend », ajoute Antonella Verdiani de la Section de l'éducation des valeurs universelles de l'UNESCO. Et cela s'apprend mieux lorsqu'on a recours à des approches ludiques et inventives. Le guide UNESCO des meilleures pratiques de résolution pacifique des conflits à l'école recense plusieurs expériences qui ont fait leurs preuves dans ce domaine.

Le certificat d'« enfance heureuse »

A Manizales, en Colombie, des professionnels de la santé ont ainsi inventé un système de vaccination symbolique destiné à protéger les enfants contre les mauvais traitements et la violence. Une fois « vaccinés », ils repartent avec un certificat d'« enfance heureuse » garantissant qu'ils ont été immunisés contre les maltraitements infantiles ; ils sont ensuite chargés de vacciner d'autres enfants avec une seringue sans aiguille contenant un liquide coloré. Autre exemple : la mise au point en Afrique du Sud d'un kit d'enseignement baptisé « La paix commence par moi », qui décortique les causes et les conséquences de la violence et apprend aux enfants à maîtriser leurs accès de colère.

Les mauvais esprits trouveront sans doute à ces initiatives un parfum d'utopie, que ne renie nullement Cecilia Braslavsky. « Bien sûr que c'est une utopie. Toute éducation est utopique. Mais ce n'est pas une raison pour baisser les bras. C'est un travail de longue haleine, mais il en vaut la peine. » ●

ENTRETIEN

Le risque de perdre notre humanité

La Bosnie-Herzégovine s'efforce de reconstruire son système éducatif après quatre ans de guerre civile. Entretien avec le **ministre de l'éducation, Mujo Demirović**, ancien professeur d'université.

A quels problèmes êtes-vous confronté en particulier ?

Notre pays sort de la guerre, nos écoles sont dévastées et nous manquons d'équipements modernes. Les accords de Dayton ont imposé une série de solutions et nous avons onze systèmes éducatifs différents selon les cantons, ce qui ne facilite pas l'harmonisation de nos efforts éducatifs.

Comment l'école peut-elle contribuer à l'effort de paix ?

Promouvoir la tolérance entre les élèves est un processus, non une matière d'enseignement. Les enseignants jouent ici un rôle-clé. Il est facile d'enseigner les maths et la biologie, mais il est plus important de développer chez l'enfant un comportement humanitaire et positif. Nous avons retiré des manuels d'histoire tout ce qui pouvait être insultant. La prochaine étape sera d'intégrer la diversité et de faire comprendre aux élèves que nous n'avancerons pas avec des idéologies nationalistes.

Est-il réaliste d'attendre que l'école enseigne la tolérance aujourd'hui ?

Comme père et enseignant, je sais que l'éducation n'est pas le seul facteur qui forme un être humain. L'éducation fait progresser les civilisations, mais le monde moderne tue l'humanité dans l'homme. Notre rythme de vie et notre lutte pour survivre et être reconnus étouffe notre humanité. Le résultat, c'est l'intolérance sous forme de violence quotidienne et de terrorisme. ●

Les parlementaires en campagne

Les pédagogues le savent : la volonté politique est le moteur de l'Education pour tous. Et quoi de mieux qu'une coalition de parlementaires pour garantir que l'Education pour tous reçoive un vrai soutien politique ?

« Les parlements ont la capacité d'éperonner la volonté politique, qui est essentielle pour faire avancer l'éducation pour tous », déclarait John Daniel, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation, à la réunion organisée du 21 au 23 janvier par l'UNESCO à Dakar afin de créer un Forum africain des parlementaires pour l'éducation. « Ce Forum place les parlementaires au cœur du combat contre l'analphabétisme et les faibles performances scolaires de l'Afrique » soulignait Omar Sarr, coordonnateur du Réseau des parlementaires pour l'éducation et la culture de la paix.

Le Forum, qui sera lancé officiellement en décembre 2002, entend examiner les législations, évaluer les progrès et faire du lobbying. « C'est une initiative ambitieuse. Les cinquante-trois pays membres s'engagent à créer des commissions pour l'Education pour tous au sein de leurs comités éducatifs », reconnaît Graciela Samuels, qui dirige la Section des clubs UNESCO et des nouveaux partenariats. Armoogum Parsuramen, directeur de l'UNESCO à Dakar, espère que cette initiative se traduira par l'octroi de nouvelles ressources humaines et financières pour l'école et l'amélioration de l'éducation dans le monde.

« Les parlementaires sont les mieux placés pour connaître les aspirations des peuples et les traduire en lois ou les porter à la connaissance des gouvernements », explique Ibrahim Fall, secrétaire général de l'Union des parlementaires africains.

D'autres unions parlementaires régionales s'activent aussi. Les représentants du parlement latino-américain et caraïbe, le PARLATINO, et le Bureau de l'UNESCO à Santiago, se sont réunis les 15 et 16 mars à São Paulo, au Brésil, pour examiner comment faire avancer l'agenda de Dakar.

Fin mai, les ministres en charge du développement en Europe conviendront d'un plan d'action pour l'éducation de base. La Résolution de l'Union européenne sur l'éducation de base dans les pays en développement, qui s'inscrit dans le cadre de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, prévue en mai, va dans le même sens. « Nous allons faire pression en faveur de l'éducation de base lors de la Session extraordinaire et de la réunion du G-8 cet été », a déclaré la députée européenne Glenys Kinnock.

Contacts : A. Parsuramen, UNESCO-Dakar ;
mél : a.parsuramen@unesco.org ;
et G. Samuels, Section des clubs UNESCO
et des nouveaux partenariats ;
mél : g.samuels@unesco.org

Experts sans frontières

L'UNESCO vient de créer des équipes mobiles d'experts pour aider les pays à mettre au point leurs plans d'action pour l'Education pour tous. Elles seront formées de spécialistes divers, des planificateurs aux experts sur l'éducation des filles ou la diversité linguistique. Chaque équipe sera coordonnée par un bureau de l'UNESCO et couvrira deux ou trois pays. Seize pays* ont été désignés jusqu'à présent pour bénéficier de leurs services.

« L'aspect technique est souvent négligé », souligne Gwang-Chol Chang, de la Division des politiques et stratégies éducatives de l'UNESCO. « Certains plans pour l'EPT se limitent à des intentions politiques, éludant les besoins budgétaires ou les stratégies de mise en œuvre ». Une enquête de l'UNESCO réalisée en 2001 montre que la plupart des pays en développement ont des systèmes de planification éducative insuffisants et ont besoin d'une assistance pour préparer leurs plans d'action (voir page 9, l'entretien avec Simon Ellis).

Les équipes mobiles sont financées par une subvention norvégienne de 600 000 dollars EU. L'UNESCO recherche d'autres donateurs pour aider d'autres pays à parachever leurs plans d'action d'ici la fin de 2002.

*Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Comores, Guatemala, Haïti, Indonésie, Mongolie, Népal, République démocratique populaire de Corée, République démocratique populaire Lao, République Dominicaine, Sierra Leone, Soudan, Tadjikistan, Thaïlande et Yémen.

Contact : Gwang-Chol Chang, Division des politiques et stratégies éducatives ;
mél : gc.chang@unesco.org

Erik Staal



Plus de détails sur

Célébrez la Semaine de l'Éducation pour tous !

Un anniversaire n'est-il pas le meilleur moyen de se remémorer les objectifs de l'Éducation pour tous pour 2015 ? L'UNESCO invite donc les organisations et les personnes dans le monde à célébrer chaque année, autour de l'anniversaire du Forum mondial sur l'éducation (Dakar, avril 2000), une Semaine de l'Éducation pour tous. Elle a lieu cette année du 22 au 26 avril.

Au long de la semaine, des activités de sensibilisation permettront de mesurer les progrès réalisés vers les objectifs de 2015 et de susciter des débats.

Qui est concerné ? Personnes, organisations, chacun est invité à marquer cet événement. L'UNESCO, l'UNICEF, le FNUAP et la Banque mondiale s'unissent ainsi pour organiser des débats télévisés dans plusieurs pays, et d'autres activités. L'UNESCO et la Campagne mondiale pour l'éducation (dont ce sera aussi la semaine mondiale d'action) ont aussi lancé un concours international de dessins d'enfants, sur le thème : « Ce que j'aimerais faire quand je serai grand ».

Autour du monde

→ Le Forum pour l'Éducation pour tous d'Asie centrale a été créé en janvier 2002 pour superviser les réformes éducatives et renforcer les partenariats dans la région. La présidence sera tournante entre les cinq pays de la région – Kazakhstan, Kirgizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan – à commencer par le Kazakhstan en 2002.

→ Un groupe de travail informel sur l'Éducation pour tous dans la Baltique, composé de représentants de Lettonie, de Lituanie et de Suède, a été créé en janvier 2002 pour faciliter le partage d'informations et les partenariats entre Etats.

→ Réuni pour la troisième fois le 21 janvier à Beyrouth, l'ARABEFA, mécanisme régional de l'Éducation pour tous dans la région arabe, a fait le point sur la situation de l'Éducation pour tous. Tous les pays ont formé des équipes nationales pour l'Éducation pour tous, mais les participants ont demandé un engagement plus ferme des Etats.

→ L'UNESCO à Santiago a lancé en mars 2002 un réseau régional pour recenser les innovations, assurer des formations et échanger des informations, grâce à des publications et un site internet contenant une banque d'innovations et d'autres outils destinés aux enseignants. L'objectif est de créer des liens entre l'innovation, la recherche, la formation des enseignants et les politiques éducatives.

→ Le Guide de planification de l'Éducation pour tous, élaboré par l'UNESCO à Bangkok pour servir d'outil aux planificateurs et aux statisticiens chargés de préparer les plans nationaux, sera bientôt disponible en arabe. L'ARABEFA et le Bureau arabe de l'éducation pour les pays du Golfe (ABEGS) achèvent la traduction.

3 questions à Simon Ellis, de l'Observatoire de l'Éducation pour tous

1 70 % environ des pays en développement manqueraient de moyens, pour la collecte de données fiables et l'analyse, pour préparer leurs plans pour l'Éducation pour tous. Quelles en sont les conséquences ?

C'est un sérieux problème. L'Observatoire est chargé de recueillir des données statistiques pour mesurer l'avancement des six objectifs de l'Éducation pour tous, non de superviser l'élaboration des plans d'action nationaux. Nous essayons de convaincre les pays que ces plans doivent inclure non seulement les ressources dont ils ont besoin pour réaliser l'Éducation pour tous, mais aussi celles nécessaires pour mesurer le progrès.

2 Que fait l'Observatoire pour améliorer les capacités de suivi des pays ?

Nous aidons les pays à identifier leurs problèmes de suivi et les moyens permettant

de les améliorer. Nous organisons chaque année des ateliers régionaux afin de former les statisticiens et les décideurs de l'éducation.

3 Que faites-vous lorsque certains pays hésitent à reconnaître qu'ils n'ont fait aucun progrès dans le domaine de l'éducation ?

Notre tâche consiste à aider les pays et nous avons besoin des données réelles. Nous sommes chargés non seulement de rendre compte des résultats nationaux en matière d'Éducation pour tous, mais aussi d'évaluer les progrès de l'ensemble de la communauté internationale. Le Rapport annuel de suivi de l'Éducation pour tous, préparé avec les pays, la société civile et les agences de développement, devra refléter cette réalité. Il ne donnera pas seulement des statistiques, il expliquera aussi ce qu'elles signifient.

L'éducation en Amérique latine

2 millions d'enfants d'âge scolaire primaire et 20 millions d'enfants d'âge scolaire secondaire ne seraient pas scolarisés en Amérique latine, selon le Rapport régional sur l'Amérique latine et les Caraïbes, publié par l'Institut de statistique de l'UNESCO. Présentant les données recueillies dans dix-neuf pays au cours l'année scolaire de 1998, le rapport souligne que, si la scolarisation a globalement progressé dans la région, la qualité de l'éducation demeure le souci majeur.

Les taux d'abandon et de redoublement sont élevés dans plusieurs pays. Au Brésil, 24 % des élèves du primaire et 18 % des élèves du secondaire sont des redoublants. Seulement 55 % des élèves qui entrent à l'école primaire au Nicaragua, parviennent en cinquième année. C'est l'Argentine qui présente le taux de passage le plus élevé, avec 94 % d'élèves atteignant la dernière année de primaire.

Disponible (versions papier et pdf) auprès de l'Institut de statistique de l'UNESCO.
mél : uis.resource-centre@unesco.org
Internet : www.unesco.org/statistics.

Les écoles du pétrole

Depuis l'adoption, en 1995, de la Résolution 986 des Nations Unies établissant le programme « Pétrole contre nourriture », l'UNESCO construit et rénove les écoles du nord de l'Irak et les approvisionne en matériel pédagogique. Ceci a contribué à scolariser plus de 40 000 nouveaux enfants dans le primaire et 43 000 dans le secondaire.

Pilotant le volet éducatif du programme, l'UNESCO soutient aussi l'enseignement supérieur et la formation technique et professionnelle.

Contact : Mohamed Djelid, Programme « Pétrole contre nourriture », UNESCO Paris
mél : m.djelid@unesco.org

Dessine-moi la paix

« Si l'UNESCO décidait un jour d'associer les enfants à la construction de la paix, elle les trouverait d'un grand secours pour insuffler une vie nouvelle à cette société... », déclarait Maria Montessori, la pédagogue italienne.

L'UNESCO a relevé le défi et lancé un concours mondial de dessin et de peinture sur ce thème. Ouvert aux enfants de 4 à 7 ans, « Dessine-moi la paix » permettra d'apprécier leurs points de vue sur le respect de soi et des autres, le partage, la tolérance, la paix et la guerre, et la réconciliation.

Les éducateurs sont invités à aider les enfants à inventer un récit en images autour de six thèmes : le respect de toute vie, la non-violence, le partage, l'écoute et la compréhension, la préservation de la planète, la tolérance et la solidarité. Date limite de participation : 30 juin 2002.

Contact : B. Combes, UNESCO-Paris
mél : b.combes@unesco.org
Internet : www.unesco.org/education/painting/

Garder sa langue

Près de la moitié des 6 000 langues parlées dans le monde sont menacées et 3 000 au moins en danger ou en voie de disparition, selon la seconde édition de l'Atlas des langues en péril dans le monde, présenté à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle (21 février).

L'UNESCO encourage le plurilinguisme et célèbre la Journée internationale de la langue maternelle depuis 2000. En novembre 2001, la Conférence générale de l'UNESCO a adopté la Déclaration universelle sur la diversité culturelle, qui encourage la protection du patrimoine immatériel, notamment le patrimoine linguistique.

Pour aider les enseignants à intégrer les savoirs locaux, les langues locales et la compréhension interculturelle, l'UNESCO élabore actuellement des méthodologies et coordonne la publication de matériels éducatifs sur la diversité linguistique.

Contact : L. King, UNESCO Paris
mél : l.king@unesco.org
Internet : www.unesco.org/education/imld_2002

Le poids de l'expérience

La mondialisation crée une nouvelle donne en matière de qualifications et d'organisation du travail. Ainsi aux Etats-Unis, environ 40 % des informaticiens et des programmeurs n'ont aucune qualification officielle. Pour aider les pays à relever ces nouveaux défis, l'UNESCO a actualisé la Recommandation révisée concernant l'enseignement technique et professionnel, dont la nouvelle version a été adoptée en novembre dernier par la Conférence générale.

L'UNESCO espère que ce document aidera les pays à développer des dispositifs encourageant des ententes entre employeurs, gouvernements, syndicats, éducateurs et communautés. Pour que la Recommandation soit comprise et appliquée, des ateliers régionaux seront organisés à l'intention des responsables des ministères de l'éducation et de l'emploi.

Contact : Mohan Perera, UNESCO Paris
mél : m.perera@unesco.org



De nouvelles initiatives pour la validation de l'expérience professionnelle des non-qualifiés.

Les rêves des enfants des rues

« Lorsque j'aurai des enfants, je ne les battraï pas. Je leur raconterai ma vie pour qu'ils ne fassent pas comme moi ». C'est ainsi qu'Oscar Luis Hernandez s'imagine en père. Oscar fréquente un foyer d'enfants des rues au Honduras. Il fait partie de 100 garçons et filles qui ont exprimé leurs craintes et leurs espoirs grâce à des textes et des dessins publiés dans *Le livre blanc de notre avenir*.

Ce projet a été lancé par l'UNESCO en coopération avec P.A.U. Education, un éditeur de Barcelone. Son but est d'encourager les enfants des rues à réfléchir à leur vie quotidienne, et de sensibiliser les décideurs, les pouvoirs publics et le grand public. Une démarche qui vaut dans n'importe quel pays. Ainsi, au Mali, après que 200 enfants aient participé au projet, les autorités maliennes ont promulgué, en novembre 2001, un décret reconnaissant une existence légale aux centres d'accueil des enfants des rues.

Contact : Florence Migeon, UNESCO Paris
mél : f.migeon@unesco.org

L'IUE souffle ses 50 bougies

Juin 2002 marquera le 50^e anniversaire de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE), installé à Hambourg, en Allemagne. En un demi-siècle, l'Institut a gagné une reconnaissance internationale en tant que centre d'excellence pour la formation des adultes et l'apprentissage au long de la vie. Une étape marquante de ses travaux a été l'organisation à Hambourg, en 1997, de la Cinquième Conférence mondiale sur la formation des adultes (CONFITEA V), qui inaugure une nouvelle vision de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle.

Contact : M. Elfert, UIE
mél : m.elfert@unesco.org

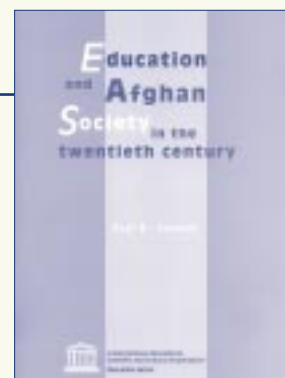


● Education for All: Guidelines for Preparing Gender Responsive EFA Plans.

Ces directives ont été préparées pour sensibiliser les planificateurs sur les aspects à intégrer pour que les plans d'action pour l'Éducation pour tous respectent l'objectif d'équité entre les sexes. Contact : UNESCO-Bangkok ; mél : gender@unesco-proap.org

● Education and Afghan Society in the Twentieth Century, de Saif

R. Samady, analyse la formation du système éducatif afghan à travers les influences historiques, socio-culturelles, économiques et politiques qui l'ont façonné, ainsi que les politiques éducatives. (UNESCO doc. ED-2001/WS/41). Disponible en version papier et pdf (www.unesco.org/afghanistan).



● **Making Knowledge Work – The Enhancement of Learning and Training Opportunities for Marginalized Youth through Non-formal Education.** Cette brochure montre, à travers huit projets pilotes, comment l'alphabétisation et la formation des jeunes marginalisés contribuent à éradiquer la pauvreté.

● **Snapshots of Primary and Secondary Education in Asia-Pacific** présente une série d'initiatives originales lancées pour soutenir l'éducation primaire et secondaire dans la région, et détaille quatorze de ces projets. (Educational Innovation for Development, 1), 73 pp. Disponible auprès du Bureau de l'UNESCO à Bangkok ; mél : bangkok@memo.unesco.org ; www.unescobkk.org

● **Understanding and Responding to Children's Needs in Inclusive Classrooms: A Guide for Teachers** veut aider les enseignants à faire face aux difficultés d'apprentissage des enfants ayant des besoins spéciaux. (UNESCO doc. ED.00/WS/34)

● **Higher Education in the Twenty-first Century: Vision and Action** Ce CD ROM propose, en anglais et en français, les principaux documents de travail de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (UNESCO, octobre 1998).

● **Caring for People Living with HIV and AIDS** contient une vingtaine de textes d'élèves du secondaire en Namibie racontant comment le VIH/sida a bouleversé leurs vies. Produit par l'UNESCO en Namibie, le Namibian Youth Paper, l'ONUSIDA et Family Health International. Disponible auprès d'UNESCO-Windhoek ; mél : windhoek@unesco.org

● **A Global Perspective on Early Childhood Care and Education: A Proposed Model** de O. F. Lillemor, O. Fagerli et F. Søbstad de l'Institut Reine Maud d'éducation de la petite enfance (Norvège). (Action Research in Family and Early Childhood – Monograph 17, 2001, UNESCO doc. ED-2001/WS/39).

● **Foundations of Child Well-Being** de Pollard et Davidson, Center for Child Well-Being (Etats-Unis). Cette monographie adopte une vision globale du bien-être de l'enfant, intégrant les dimensions physique, cognitive et socio-affective. (Action Research in Family and Early Childhood – Monograph 18, 2001, UNESCO doc. ED-2001/WS/40).

Sauf mention contraire, toutes les publications sont disponibles gratuitement auprès du Service de documentation et d'information du Secteur de l'éducation de l'UNESCO. mél : oai@unesco.org

AVRIL

- **Réunion du Comité intersectoriel de l'éducation supérieure** • UNESCO-Paris • 4 avril
Contact : k.seddoh@unesco.org
- **Atelier statistique régional de l'Éducation pour tous en Asie centrale** • Organisé par l'Institut de statistique de l'UNESCO • Istanbul, Turquie • 11 avril • Contact : s.ellis@unesco.org
- **Atelier statistique régional de l'Éducation pour tous en Afrique anglophone** • Organisé par l'Institut de statistique de l'UNESCO • Victoria, Seychelles • 18 avril • Contact : s.ellis@unesco.org
- **Atelier conjoint UNESCO/ONUSIDA sur la lutte contre le VIH/sida grâce à l'éducation : le cas des enfants des rues en Afrique du sud** • Organisé par l'UNESCO et la Commission nationale namibienne pour l'UNESCO • Windhoek, Namibie • 15-19 avril • Contact : l.saldari@unesco.org
- **Première Conférence des Conseillers africains sur l'orientation, le conseil et le développement de la jeunesse en Afrique** • Organisé par l'UNESCO, l'Italie et l'International Association for Counselling • Nairobi, Kenya • 22-26 avril
Contacts : w.gordon@unesco.org and u.kalha@unesco.org
- **Réunion du Groupe stratégique interinstitutions sur l'apprentissage tout au long de la vie** • Organisé par l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation • Hambourg, Allemagne • 25-26 avril • Contact : t.ohsako@unesco

MAI

- **Atelier statistique régional de l'Éducation pour tous dans le Pacifique** • Organisé par l'Institut de statistique de l'UNESCO • Auckland, Nouvelle-Zélande • 2 mai
Contact : s.ellis@unesco.org
- **Réunion régionale sur l'Éducation pour tous en Amérique latine : la recherche de l'équité** • Organisé par UNESCO-Santiago • Santiago, Chili • 2-5 mai • Contact : m.umayahara@unesco.cl
- **Atelier statistique régional de l'Éducation pour tous dans les Caraïbes** • Organisé par l'Institut de statistique de l'UNESCO • Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago • 9 mai
Contact : s.ellis@unesco.org
- **Protéger les droits des jeunes enfants victimes du VIH/sida en Afrique : actualiser les stratégies et renforcer les réseaux existants** • Organisé par l'UNESCO et le Early Childhood Development Network for Africa (ECDNA) • UNESCO-Paris • 13-17 mai
Contact : b.combes@unesco.org
- **Atelier statistique régional de l'Éducation pour tous en Afrique du nord et de l'ouest (pays francophones)** • Organisé par l'Institut de statistique de l'UNESCO • Bamako, Mali • 16 mai
Contact : s.ellis@unesco.org

JUIN

- **Éducation des adultes, démocratie et citoyenneté critique** • Organisé par l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation • Hambourg, Allemagne • 17-19 juin • Contact : m.elfert@unesco.org

JUILLET

- **Troisième Réunion du Groupe de travail sur l'Éducation pour tous** • UNESCO-Paris • 22-24 juillet
Contact : a.singh@unesco.org

Plus de détails sur
www.unesco.org/education/efa

L'éducation aujourd'hui est un bulletin d'information trimestriel consacré aux tendances et aux innovations de l'éducation, aux efforts mondiaux en faveur de l'Éducation pour tous et aux activités éducatives de l'UNESCO. Il est publié en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe par le Secteur de l'éducation de l'UNESCO. Les articles ne sont pas soumis à droits d'auteur et peuvent être librement reproduits, moyennant référence à « L'éducation aujourd'hui-UNESCO », et envoi d'une copie de l'article à la rédaction.

Rédaction : Anne Müller et Teresa Murtagh avec la collaboration de Agnès Bardon • Assistante de rédaction : Martine Kayser • Version française : Françoise Arnaud-Demir et Nadia Khouri-Dagher • Conception graphique : Pilote Corporate • Maquette : Sylvaine Baeyens • Impression : Graphoprint • Crédits photographiques (couverture) : UNESCO/Dominique Roger, P. Wales ; Alexej Kompanijcheko

